



## King's Research Portal

*Document Version*  
Peer reviewed version

[Link to publication record in King's Research Portal](#)

*Citation for published version (APA):*

Hiribarren, V. (2015). L'héritage spatial de l'Indirect Rule au Nigeria. *Hérodote*, 159, 13-26.  
<http://www.herodote.org/spip.php?article701>

### **Citing this paper**

Please note that where the full-text provided on King's Research Portal is the Author Accepted Manuscript or Post-Print version this may differ from the final Published version. If citing, it is advised that you check and use the publisher's definitive version for pagination, volume/issue, and date of publication details. And where the final published version is provided on the Research Portal, if citing you are again advised to check the publisher's website for any subsequent corrections.

### **General rights**

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the Research Portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognize and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the Research Portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the Research Portal

### **Take down policy**

If you believe that this document breaches copyright please contact [librarypure@kcl.ac.uk](mailto:librarypure@kcl.ac.uk) providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

L'héritage spatial de l'*Indirect Rule* au Nigeria

The spatial legacy of Indirect Rule in Nigeria

Vincent Hiribarren

Lecturer in World History, King's College London

Department of History

King's College London

Strand, London, WC2R 2LS

vincent.hiribarren@kcl.ac.uk

Résumé: Cet article analyse les dimensions spatiales de la politique britannique de l'*Indirect Rule* dans le Nigeria de l'époque coloniale. Il examine à la fois la création et les modifications des frontières régionales sur des critères historiques et ethnolinguistiques. Cet article entend démontrer que le rôle politique et constitutionnel donné à ces frontières pendant la décolonisation du Nigeria est essentiel pour comprendre les dynamiques spatiales du Nigeria du XXI<sup>e</sup> siècle.

Abstract: This article analyses the spatial dimensions of Indirect Rule in colonial Nigeria. It examines both the creation and modifications of the Nigerian regional boundaries based on historical and ethno-linguistic criteria. This article contends that the constitutional and political roles given to the regional borders in the decolonisation years are pivotal to understand the spatial dynamics of twenty-first-century Nigeria.

Les différentes formes d'administration du Nigeria colonial ont longtemps été étudiées que ce soit pour la mise en place de l'*Indirect Rule* ou la création de la fédération du Nigeria dans les années 1950. C'est parce que l'*Indirect Rule* était censé devenir un dogme appliqué à l'ensemble de l'empire britannique que le Nigeria s'est retrouvé au centre des études sur l'administration coloniale en général. De manière marquante, ces études ont commencé quasiment de manière contemporaine à la colonisation de la colonie faisant du Nigeria un laboratoire à ciel ouvert. C'est aussi parce que le Nigeria a connu la guerre civile du Biafra de 1967 à 1970 que nombre d'analystes ont cherché à comprendre les origines de ce conflit.

Cependant, les frontières régionales du Nigeria colonial ont seulement été étudiées de manière purement administrative. Des études comme celles du géographe John Prescott montraient comment le tracé des frontières a évolué au fil des années [Prescott, 1971]. Pourtant l'origine de ces tracés et leurs modifications ultérieures méritent d'être étudiées à plus d'un titre. La géographie des frontières régionales du Nigeria est loin de se résumer à une série de lignes plus ou moins fluctuantes sur une carte. Elle incarne les choix opérés par les colonisateurs britanniques pour créer et administrer leur colonie. Ainsi, la politique administrative menée par les Britanniques a eu un double effet sur le Nigeria. D'une part, elle a enraciné des pratiques spatiales précoloniales comme dans le cas de la province du Borno qui, en théorie, correspondait au Borno de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. D'autre part encore une fois dans le cadre de l'*Indirect Rule*, les Britanniques se sont appuyés sur une vision ethnolinguistique du sud-est du Nigeria pour créer des frontières régionales. Cet article

examine donc comment les frontières régionales voulues par l'*Indirect Rule* ont systématisé une vision historique et ethnolinguistique du territoire nigérian.

La deuxième partie de cet article se penche sur le rôle fondamental des frontières régionales dans la création de la fédération du Nigeria dans les années 1950. Ainsi, l'équilibre voire-même l'existence du Nigeria en tant que pays indépendant étaient en jeu lorsque les Britanniques créèrent la fédération en se basant sur un triple système régional. Via l'étude de lois, textes constitutionnels et le rapport de la Commission Willink de 1957, cet article suggère que la question des frontières régionales était cruciale dans le processus de décolonisation au Nigeria. Ces années sont encore au début du XXI<sup>e</sup> siècle la matrice territoriale du Nigeria.

## **A la recherche d'une cohérence historique ou ethnolinguistique**

### La transformation de territoires précoloniaux en province

La conquête du Nigeria du Nord ne s'est pas déroulée dans un environnement géopolitique vide. En 1902 et 1903, les Britanniques s'emparèrent respectivement du royaume du Borno du califat de Sokoto. Le premier royaume était l'une des plus anciennes institutions politiques d'Afrique alors que le califat de Sokoto était le plus grand État subsaharien au XIX<sup>e</sup> siècle [Last, 1996]. Ces deux États possédaient un territoire et, dans certaines zones, des frontières fixées et connues de tous. C'est sur cette base territoriale que les Britanniques bâtissent leur administration coloniale dans le nord du Nigeria.

En manque de soldats, d'administrateurs et de fonds [Kirk-Greene, 1980 et 2006], c'est tout simplement les anciennes structures politiques qui vont être reprises par les colonisateurs. À la tête de ces structures se trouve le résident britannique qui « conseille » l'autorité locale. C'est cette définition de l'*Indirect Rule* ou administration indirecte qu'a Frederick Lugard en tête lorsqu'il écrit *The Dual Mandate* [Lugard, 1922]. Évidemment, les royaumes du XIX<sup>e</sup> siècle ne sont pas absorbés tels quels par la nouvelle structure du Nigeria mais de façon marquante, nombre d'institutions sont reprises et insérées dans un cadre colonial. En d'autres termes, les territoires colonisés par les Britanniques ont laissé une empreinte indélébile dans les frontières régionales du Nigeria colonial.

Parmi elles, les frontières des anciens royaumes ou émirats. L'exemple du royaume du Borno situé dans le coin Nord-Est de la colonie du Nigeria est à cet égard saisissant mais son cas pourrait s'appliquer à d'autres émirats/provinces du nord du Nigeria. Ainsi les frontières ouest et sud du royaume du Borno deviennent les frontières de la province du Borno. Le résident du Borno, W. P. Hewby, cherche ainsi à retrouver en 1902 les territoires qui avant la colonisation britannique faisaient partie du royaume. Après des hésitations sur la forme à donner à la province<sup>1</sup>, c'est l'argument historique qui l'emporte. Par exemple, le précédent historique est fondamental pour la ville de Matsena, qui selon Hewby, « appartient à proprement parler au Borno à qui elle a toujours payé un tribut et dont la population préférerait se trouver sous Borno que suivre Kano. Cependant, [Matsena] est dans l'angle extrême nord, et peut-être, la frontière de la province de Kano devrait être tracée entre Matsena et Nguru »<sup>2</sup>. Il en va de même en 1916 quand le Cameroun allemand est envahi par les troupes britanniques. Saisissant l'occasion de réunifier un royaume précolonial, les Britanniques s'empressent d'essayer de retrouver les frontières précoloniales et envoient un administrateur mener une enquête pour

---

<sup>1</sup> La province est d'abord une province militaire divisée en deux zones est-ouest et ensuite sud-nord. Voir Northern Nigeria Gazette, 31 July 1907, p. 76.

<sup>2</sup> National Archives of Nigeria, Kaduna Branch, SNP 15, Acc. No. 10, Reports 1902 (Bornu).

déterminer les frontières sur le terrain<sup>3</sup>. Le précédent historique est donc un argument majeur dans la définition des frontières régionales au nord du Nigeria.

L'*Indirect Rule* était clair à ce sujet puisque l'autorité coloniale devait être relayée par une autorité indigène. Ce pouvoir est institutionnalisé dans le cadre colonial britannique et prend le nom de *Native Authorities* [Perham, 1962]. L'anthropologue Murray Last le remarquait déjà en 2005 : les études sur le Nigeria colonial sont toutes fascinées par les archives coloniales et la mise en place des provinces de la colonie [Last, 2005, p. 62]. Pour lui, il s'agirait aussi de se pencher sur la façon dont les *Native Authorities* ont dirigé de manière concrète les différentes sections de la colonie en ayant recours à des entretiens. Ces *Native Authorities* relayaient de manière quotidienne les ordres de l'administration coloniale britannique mais bénéficiaient largement d'un grand degré de latitude tant le personnel britannique était en nombre restreint. Leurs frontières sont fondamentales puisqu'elles sont le cadre dans lequel le pouvoir local a perduré.

Quand les Britanniques réutilisèrent les frontières précoloniales, leur but n'était pas de se livrer à un exercice de précision géographique. Leur objectif était de faire en sorte que les cadres conceptuels des années précédant la colonisation soient absorbés par le Nigeria colonial. Ainsi, comme dans le cas des frontières internationales du Nigeria, les frontières régionales sont d'abord des lignes droites qui petit à petit s'adaptent aux réalités locales. Existe donc un parallèle saisissant entre une pratique diplomatique à l'échelle internationale [Thom, 1975 ; Lefebvre, 2015 ; Hiribarren, 2015] et une pratique administrative à l'échelle provinciale. La logique est identique : afin de mieux administrer les provinces du nord du Nigeria, il s'agit de retrouver les limites précoloniales des territoires locaux. La prégnance des territoires précoloniaux se joue aussi à l'échelle provinciale pour de simples raisons administratives. Si le pouvoir est donné à un dirigeant précolonial ou quelqu'un de sa famille, il lui faut recouvrer le territoire sur lequel son prédécesseur ou parfois lui-même exerçait son autorité. C'est de questions pratiques de taxation, de justice et de police dont il s'agit. Les colonisateurs britanniques ont donc tout intérêt à retrouver certains territoires précoloniaux ou tout du moins ce qui sera compris comme faisant partie de ces territoires. Les frontières provinciales correspondent donc à cette volonté de reconstituer un ordre territorial à moindres frais. Peut-être encore plus que dans le cas des frontières internationales, les frontières régionales sont le résultat d'une négociation locale entre colonisateurs et colonisés.

Imaginer que toutes les frontières provinciales recoupent exactement les frontières précoloniales serait incorrect à plusieurs égards toutefois. Premièrement, dans certaines parties du califat de Sokoto ou du royaume du Borno, les frontières n'étaient pas des lignes sur une carte mais des zones-tampons entre différentes organisations politiques. Deuxièmement, les autorités britanniques ont parfois choisi de reconstituer des unités politiques en utilisant des limites de géographie physique dans les cas où il existait des doutes sur l'existence ou l'emplacement historique d'une frontière précoloniale. Ainsi en 1921 dans le sud de la province du Borno, une partie de la rivière Gongola a remplacé la frontière précédente qui n'était qu'une ligne droite. Enfin, en essayant d'imposer l'administration indirecte, les Britanniques ont forcé un modèle politique sur des populations très variées comme dans la Middle Belt ou le Sud-Est du Nigeria. Ainsi, les territoires du Nord du Nigeria ont vécu un sort tout à fait différent de ceux du Sud. Même s'ils ont été connus plus tard que leurs voisins du Sud, ils ont servi de modèle au système d'*Indirect Rule* pour tout le Nigeria tant leur structure politique permettait une administration indirecte dans la colonie.

#### Une vision historique et/ou ethnique du territoire

---

<sup>3</sup> Tomlinson, G., 'Report on Dikoa', 20 June 1916, FO 371/2859.

Les frontières régionales du Sud-Est du Nigeria correspondent pour la plupart aux stéréotypes développés sur les frontières internationales africaines [Lefebvre, 2011]. Elles sont une création européenne et le fruit de considérations économiques et stratégiques parfois sans grand lien avec les logiques territoriales précoloniales. Comparée au nord du Nigeria, la situation au sein de la même colonie est radicalement différente.

Ainsi, existait avant le XIXe siècle, une constellation de différentes organisations politiques. Certaines disposaient d'une autorité centralisée, alors que d'autres ne dépassaient pas le cadre du réseau de villages [Hawthorne, 2013]. Ces dernières sociétés acéphales et sans État ne correspondaient pas du tout au modèle d'*Indirect Rule* ou administration indirecte que voulaient développer les Britanniques. C'est dans cette région située à l'Est des possessions britanniques qu'est créée une enveloppe territoriale quasiment ex-nihilo avec un système de *warrant chiefs* [Afigbo, 1972]. Ainsi, la province de l'Est est bordée au sud par le golfe de Guinée et à l'Est par la frontière internationale avec le protectorat allemand du Cameroun. Seules les deux frontières Ouest et Nord de cette province sont une création au sein du Nigeria.

La région du sud-est a connu plusieurs noms pendant l'histoire coloniale du Nigeria. À la fin du XIXe siècle, elle faisait d'abord partie d'un protectorat britannique sous différents noms, l'*Oil Rivers Protectorate* (1885-1891) et le *Niger Coast Protectorate* (1891-1900). Une fois les différents territoires du Nigeria du Sud unis en 1900 et 1906 [Geary, 1927, p. 122-3], elle prend le nom d'*Eastern Provinces* ou Provinces de l'Est (pluriel) et devient une subdivision des *Southern Provinces*. La frontière occidentale des Provinces de l'Est est adossée au fleuve Niger. Cet axe structurant de la colonisation britannique est l'héritier de la compétition entre *Niger Coast Protectorate* et *Royal Niger Company*. Se trouvaient à la fin du XIXe siècle face à face le *Niger Coast Protectorate*, protectorat administré directement par la couronne anglaise et la *Royal Niger Company*, une compagnie à charte. Cette situation conduit à des incidents frontaliers commerciaux dans la zone du delta à la fin des années 1880 [Prescott, 1971, p. 115] et mène à une définition de leur frontière commune en 1891 [Geary, 1927, p. 190]. Le protectorat britannique à l'Est du Niger peut donc être considéré comme l'embryon de la Région de l'Est.

Ce n'est qu'en 1939 qu'est reconstituée officiellement une *Eastern Province* ou Province de l'Est (singulier) avant de prendre le nom d'*Eastern Region* ou Région de l'Est en 1951. Cette histoire administration relativement complexe montre à quel point la vision ethnolinguistique du Nigeria est une constante dans l'administration britannique. Au sein du protectorat du Southern Nigeria, la frontière occidentale des Provinces de l'Est subit plusieurs modifications déterminées par les jeux d'équilibre de politique régionale du sud du Nigeria et, après l'amalgamation de 1914, de la colonie du Nigeria dans son ensemble [Olaniyan, 2003]. Ainsi en 1937, les Provinces de l'Est acquièrent la future province de Rivers et, en 1939, la province d'Onitsha. Ces modifications de frontières régionales répondent donc à une situation politique intra-nigériane et à une volonté de séparer les deux provinces de l'Ouest et de l'Est perçues comme très différentes par les colonisateurs britanniques. En effet, la création officielle de la Province de l'Est en 1939 correspond à la volonté de créer des frontières autour d'un groupe ethnique : les Igbo [Harneit-Sievers, 2006]. Dans l'esprit des colonisateurs, le Nigeria du Nord correspondait à la zone peuplée par les Fulani-Haoussas, la région de l'Ouest aux Yoroubas et la région de l'Est aux Igbo [Nicolas, 2002-3]. Ainsi la création de la région de l'Est est décidée en 1900 avant même que ne soit connu son hinterland [Harneit-Sievers, 2006, p. 70]. Les frontières régionales sont une construction mentale reflétant une conception ethnique du sud du Nigeria. C'est ce qui explique comment la frontière Nord de la région de l'Est a été modifiée peu à peu. Sont avancés des arguments ethnolinguistiques pour séparer les populations igbo de la région de l'Est des populations Igalas, Idomas et Tivs qui se retrouvent ainsi dans des provinces de la région du Nord. La vision ethnolinguistique du Nigeria par les Britanniques a donc des conséquences directes sur le tracé des frontières de la région de l'Est.

Même si la communauté igbo était majoritaire, subsistaient au sein-même de ses divisions administratives de nombreux groupes minoritaires. Ainsi, toute la région côtière durement touchée par la traite esclavagiste

jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle regroupait en son sein des populations non-igbos comme les Ijaws ou les Efiks. Cette diversité des communautés sera particulièrement exprimée pendant les années 1950 et sera étudiée à la fin de cet article.

Les frontières de la Région de l'Est trouvent donc leur origine dans trois phénomènes différents. Premièrement, elles sont le fruit de la concurrence entre une compagnie à charte et un protectorat britannique. Deuxièmement, les rivalités politiques intra-nigérianes sont responsables pour les modifications de tracés ultérieurs. Enfin, elles correspondent à une vision ethnolinguistique du Nigeria qui favorise les populations majoritaires au détriment des communautés minoritaires. Une fois le Nigeria devenu indépendant en 1960, cette *Eastern Region* déclare sécession du Nigeria en 1967 sous le nom de République du Biafra. La question de l'origine des frontières de la région de l'Est est révélatrice à plus d'un titre puisqu'elle montre comment des frontières coloniales établies et créées par des colonisateurs se sont établies durablement afin même de favoriser la naissance d'un nationalisme postcolonial. En une soixantaine d'années, des limites administratives coloniales sont donc devenues les limites d'une revendication territoriale nationale.

### **Les frontières régionales après la seconde guerre mondiale : le squelette de la fédération**

Comme dans le reste de l'Afrique de l'ouest, l'histoire constitutionnelle du Nigeria s'est accélérée après la fin de la seconde guerre mondiale. Peu sûrs de l'avenir de leurs colonies en Afrique, les colonisateurs britanniques et français ont promulgué constitutions après constitutions pour maintenir leur domination face à la pression des nationalismes africains. Là où la France a opéré à l'échelle de ses fédérations de l'Afrique Occidentale Française et de l'Afrique Équatoriale Française, le Royaume-Uni est intervenu au cas par cas dans chacune de ses colonies. Au Nigeria, la période de l'après-guerre connaît deux vagues successives de nationalisme. La première est celle du nationalisme pan-nigérian. La deuxième est celle du nationalisme régional. Des personnages comme Nnamdi Azikiwe désiraient l'établissement d'un pouvoir central fort pour un Nigeria indépendant.

#### L'angoisse constitutionnelle de l'après-guerre :

Les premières dispositions constitutionnelles du Nigeria d'après-guerre tentèrent d'unifier le système politique nigérian. Ainsi, la constitution Richards de 1946 créa, sans consultation des Nigériens, une assemblée législative au niveau pan-nigérian avec un simple pouvoir délibératif et consultatif pour cette assemblée. Cette assemblée législative siégeait dans la capitale du pays à Lagos. L'effet unificateur de cette assemblée n'est pas à négliger tant les différences entre les régions administratives du Nigeria amalgamées depuis 1914 étaient importantes. Les élections avaient donc un rôle unificateur au sein du pays puisque pour toutes les régions du pays le pouvoir politique était à Lagos.

Cependant les divisions dans le pays étaient encore grandes et les peurs de voir une Région dominer une autre étaient tenaces. En particulier, la Région du Nord était accusée de vouloir dominer le sud du pays. Abubakar Tafawa Balewa membre de l'assemblée de la Région du nord évoquait même la continuation de la « conquête, interrompue jusqu'alors, du nord vers la mer » [Clark, 1991, p. 99]. Cette menace renvoyait directement aux objectifs du califat de Sokoto qui, au dix-neuvième siècle, désirait « tremper le Coran dans la mer » selon les dires du prêtre et historien yorouba Samuel Johnson. Comme il est possible de le constater dans cette citation

de Balewa, la définition du Nigeria en tant qu'entité n'est pas remise en question. Ce sont bien les questions d'équilibre religieux, ethnique et frontaliers entre les Régions qui sont au centre du débat.

La conférence d'Ibadan de 1950 illustre bien ce propos. En effet, les différents protagonistes de la vie politique du pays se réunirent afin d'évoquer l'équilibre politique et constitutionnel du Nigeria. Cette conférence montre l'intérêt apporté par les différents acteurs politiques au Nigeria pour la question des frontières régionales. Pendant cette conférence, la frontière entre les Régions de l'Ouest et Nord fut remise en cause par les habitants du Sud pour tenter de briser le poids de la Région du Nord. Cette dernière ne l'entendait pas de la même oreille. Si le maintien de la frontière actuelle et d'autres revendications politiques comme la question du nombre de délégués de la Région du Nord n'étaient pas acceptés, le Nord ferait sécession selon les émirs de Kano et Zaria [Lynn, 2001, lvii]. Dans les années 1950, cette menace de briser l'unité du Nigeria devint une donnée récurrente du champ politique nigérian que les différentes constitutions britanniques tentèrent de balayer. Ces revendications ont toutes eu lieu au sein des frontières régionales créées au début de la période coloniale.

Cependant à partir de 1951, ce sont les Régions qui passent au centre du débat politique. Cette même année, la constitution Macpherson consacra la division du pays en Régions disposant de leurs propres assemblées territoriales. La politisation subséquente du Nigeria se fit à travers ces Régions et fit revêtir aux frontières régionales une dimension fondamentale. Se posa précisément le problème de délimitation entre les Régions de l'Ouest et du Nord et entre le territoire de Lagos et la Région de l'Ouest.

En effet la capitale du pays était officiellement gouvernée par la Région de l'Ouest. Or, la capitale votait massivement pour le *National Council of Nigeria and the Cameroons* (NCNC) d'Azikiwe qui avait son fief électoral dans la Région de l'Est. Lagos se trouvait donc un îlot NCNC au cœur d'un océan *Action Group* (AG) majoritaire dans la Région de l'Ouest. Donc, ce sont pour des raisons électorales que la reconfiguration des frontières régionales était demandée par le NCNC. En effet, ce dernier désirait créer une nouvelle Région uniquement pour Lagos afin de briser la Région de l'Ouest. Évidemment, l'AG refusait de perdre Lagos, la capitale économique et politique du Nigeria. C'est donc le Secrétaire d'État aux colonies qui, en 1953, trancha en faveur de la séparation de Lagos de la Région de l'Ouest. Certains membres de l'AG outrés par cette décision menacèrent même de faire sécession du Nigeria mais ce n'est qu'à partir de 1957 que l'AG reconnut publiquement la séparation de Lagos de la Région de l'Ouest. À la conférence de l'AG en 1958, son dirigeant Obafemi Awolowo déclara : « nous avons accepté la présente position de Lagos pour contribuer durablement à l'unité du Nigeria » [Sklar, 1963, p. 135].

Il devient clair dans les années 1950 que les enjeux des frontières régionales détermineront le parti politique à la tête du pays une fois que le Nigeria obtiendra son indépendance. Les partis politiques du sud du Nigeria et en particulier le NCNC avaient donc tout intérêt à modifier les frontières régionales pour espérer obtenir un avantage électoral quand les Britanniques seront partis. Les frontières régionales sont donc un enjeu dans le processus de décolonisation puisqu'elles vont conditionner l'avenir électoral du pays. Un exemple colonial de *gerrymandering*.

Il s'agirait d'un cas banal de remodelage de circonscription électorale à des fins politiques si au Nigeria, l'équilibre régional ne menaçait pas de rompre très rapidement pour mener à la sécession potentielle de l'une de ces Régions. La nouvelle constitution Lyttelton de 1954 consacra la fédéralisation du Nigeria et souligna l'importance du cadre régional de la fédération. Si à partir de 1946, les élus nigériens siégeaient à Lagos, après 1954 ce sont leurs adjoints qui siègent dans la capitale de la fédération alors que ces mêmes dirigeants sont installés dans les capitales régionales [Adamolekun et Bamidele Ayo, 1989, p. 158]. L'équilibre régional du pays a donc conduit à une modification concrète du champ politique nigérian. Le pouvoir est désormais dans les Régions et non à Lagos. Les frontières régionales deviennent les limites non seulement de fiefs politiques mais aussi d'États en puissance.

Ce n'est pas un hasard si les frontières de ces Régions furent d'ailleurs officiellement délimitées pour la dernière fois avant l'indépendance en 1954 dans la « proclamation de définition des frontières » [Prescott, 1971, p. 125]. Cette proclamation ne modifiait en rien le tracé des frontières régionales mais fournissait leur positionnement exact. Cette démarcation entérine alors l'importance capitale que ces frontières jouent pour l'équilibré nigérian. Cette volonté de trouver une délimitation précise de ces frontières peut s'expliquer par la volonté du gouvernement colonial d'empêcher tout conflit. Toutefois, comme Prescott l'a souligné ces frontières étaient loin d'être précises.

### La peur de l'éclatement du Nigeria

Les débats sur les différentes reconfigurations du Nigeria que ce soit au niveau fédéral ou au niveau régional ne se sont pas fait sans heurts. Par exemple, les revendications indépendantistes de la région du Nord ont suscité des débats dans tout le Nigeria. Cette crise constitutionnelle du Nigeria au début des années 1950 avait ainsi conduit Azikiwe à donner son avis sur l'avenir des frontières régionales. En effet, ce dernier mit en garde les pro-sécessionnistes du nord du Nigeria contre la déflagration du pays. Le nouvel État hypothétique du nord se heurterait à la question des frontières régionales du Nigeria puisque sont incluses à l'intérieur des frontières des minorités ethniques et religieuses [Azikiwe, 1961].

Ainsi l'Assemblée de la Région du Nord approuva la « motion en huit points » qui préconisait sa séparation avec les Régions du Sud en ne conservant que la défense, les affaires étrangères, la recherche scientifique et les douanes en commun<sup>4</sup>. Cette remise en question de l'équilibre fédéral se produisit au milieu des émeutes à Kano en mai 1953. Pour certains politiciens de la Région du Nord, les frontières ne sont pas à remettre en cause, mais bien la teneur constitutionnelle du Nigeria. En effet, ces derniers craignaient que les Nigériens du sud ne dominent le service public de la fédération. On peut donc constater que les dirigeants nigériens ne partageaient donc pas tous les mêmes idées pour reformer les frontières régionales et se constate ici une division nord-sud pour la refonte de ces divisions régionales. Les politiciens du nord insistaient sur un maintien du *status quo* alors que ceux du sud désiraient remodeler les frontières.

Ainsi dans le sud, Azikiwe dans une lettre à *the Economist* le 30 avril 1955 déclare :

« Les Régions couramment constituées devraient être divisées en États plus petits. Cet arrangement assurera l'interdépendance économique de toutes les parties et l'unité politique du pays. Toute minorité ayant les ressources humaines et financières de se gouverner efficacement aura le droit de créer un État. Sera ainsi éliminé le danger de voir un groupe dominer un autre ou d'une région dominer le gouvernement fédéral, ce qui mettrait en danger la sécurité et l'unité du pays. Ce projet est en accordance avec la politique du NCNC d'auto-détermination respectant les intérêts des minorités ethniques. Aucune Région ou État n'aura le droit à la sécession » [Lynn, 2001, part II, p. 164].

On le voit ici, les considérations visant à remodeler la carte du Nigeria ont une très forte implication politique. L'intérêt des administrateurs britanniques pour cette question au Nigeria est à la hauteur de l'enjeu de l'indépendance. De la solution apportée à la question de la création des nouvelles Régions ou nouveaux états, dépend la stabilité et la survie du pays après son indépendance. L'absence du droit de sécession pour Azikiwe renvoie directement aux débats concernant la Région du Nord. Par ailleurs, Azikiwe défend l'idée des nouveaux états comme une idée mature politiquement parce qu'elle affaiblit les parties en rendant son équilibre au tout. Ainsi le NCNC soutient la partition du pays en huit nouveaux États [Akinyele, 1996]. C'est ce point de vue qui a largement prévalu après l'indépendance et qui explique, partiellement, la tendance du Nigeria à créer de nouveaux États.

---

<sup>4</sup> CO 554/261 n 127. 21 May 1953. Telegram from LH Goble to WL Gorell Barnes on a motion in the Northern House of Assembly demanding greater regional autonomy. LYNN, Part I, p.585.



Le pouvoir britannique au Nigeria quant à lui n'écarte pas totalement la thèse sécessionniste du nord. Ainsi, le lieutenant général de la région nord prévient en 1953 un scénario pour la création de trois Nigerias indépendants. Le gouverneur du Nigeria du nord, Bryan Sharwood-Smith effectua une simulation, où selon ses propres mots « le feu de circulation est rouge. » Dans ce premier scénario, la Région nord deviendrait un État totalement indépendant. Dans ce cas précis, le nord du Nigeria devrait calquer son modèle politique sur celui du Liberia et du Myanmar qui ont déjà atteint leur indépendance. Pour le scénario où « le feu de circulation est orange », le nord du Nigeria deviendrait un État colonial co-administré par les Britanniques et les élites locales et dans ce cas, serait comparé à l'Égypte et à l'Irak.<sup>5</sup> Enfin, le « feu vert » est donné à un Nigeria uni et indépendant. Ce sont bien différentes simulations sur l'avenir administratif du nord-Nigeria qui étaient envisagées par cet officier colonial.

D'après l'historien britannique Martin Lynn, cette simulation surprit plus d'un responsable au Colonial Office [Lynn, 2001, part I, lxvi]. Il serait ici possible d'évoquer la différence classique de perception territoriale entre les états coloniaux présents sur le terrain et le ministère duquel ils dépendent en Europe. Il faut cependant nuancer la portée de ces différentes réflexions puisque les collègues de Sharwood-Smith au Nigeria n'envisageaient pas le même avenir pour la fédération. Il semble que cette simulation serait à considérer comme un exercice isolé.

S'il semblait bien entendu pour les élites nationalistes nigérianes que le Nigeria devait rester uni, c'est le pouvoir à donner aux Régions qui restait le plus difficile à déterminer. L'équilibre entre la Région du nord à majorité musulmane et les deux Régions du sud à majorité chrétienne devait être obtenu à tout prix. Les différentes constitutions rédigées au Nigeria entre 1946 et 1960 devaient trouver une solution à l'épineux problème de l'équilibre politique au Nigeria. La décolonisation anglaise s'est donc opérée de manière constitutionnelle via de nombreux débats sur l'organisation territoriale du pays. Les frontières régionales plus qu'un simple détail administratif furent au centre de ces discussions.

### **Remodeler l'espace nigérian par ses frontières : la commission Willink (1957-1958)**

À partir de 1957, l'indépendance du Ghana accélère les débats sur l'autonomie régionale et l'accession à l'indépendance du Nigeria. Trois commissions sont chargées de traiter les dissensions entre les Régions et l'État fédéral. La première dirigée par Sir Jeremy Maisan est chargée de la répartition des revenus entre les différentes parties de la fédération. La seconde dirigée par Lord Merthyr devait délimiter les circonscriptions électorales. Cette seconde commission n'avait pas à traiter de l'épineuse question des frontières régionales puisque ce travail fut confié à la troisième commission, la commission Willink [Vickers, 2010].

#### Des frontières pour des minorités ?

En effet, les remodelages territoriaux revendiqués par les minorités ethniques du pays ont contribué à la mise en place d'une commission chargée de débattre sur la nécessité de créer de nouvelles Régions dans la fédération pour ces minorités. La Commission Willink, du nom du président de l'Université de Cambridge à sa tête, fut établie en 1957. Afin de mener à bien leurs missions, les enquêteurs se sont rendus dans différentes parties du Nigeria et ont interrogé hommes politiques et opposants dans les zones litigieuses.

- Pour vérifier les faits concernant les craintes des minorités au Nigeria et proposer des moyens de dissiper ces craintes quel que soit leur bien-fondé.

---

<sup>5</sup> CO 554/260 n 73. 7 April 1953. Letter from BE Sharwood-Smith to TB Williamson on an examination of possible options for the future of the Northern Region. LYNN, part I, pp.535-7.

- Pour conseiller quels garde-fous devraient être inclus dans ce but dans la constitution.
- Si, et seulement si la commission ne trouve pas d'autre solution, proposer en dernier recours la création de nouveaux États.
- Rapporter les résultats de la commission au secrétaire d'État aux colonies [Willink, 1958].

Premièrement, Il est nécessaire de remarquer la prise en considération du pouvoir colonial d'une modification régionale des frontières. Cependant cet intérêt est tout de suite contredit par l'idée que cette création ne constitue qu'un dernier recours. Le traitement des nouvelles frontières pour de nouveaux états hypothétiques reste par conséquent problématique.

Par exemple, selon la commission, l'AG voulait regrouper dans un même état les populations du même groupe ethnique. Selon ce parti politique, la langue serait le premier critère de distinction entre ces groupes. Ces demandes se font alors l'écho des revendications pour les modifications de frontières interétatiques en Afrique. Le glissement entre nationalisme et régionalisme s'est opéré via le discours sur la modification des frontières régionales.

En particulier, la création d'un état du *Mid-West* paraissait inéluctable pour les partis politiques et le gouvernement de la région ouest du Nigeria. Les frontières à donner à ce nouvel état étaient donc en question. Les partisans-mêmes du *Mid-Western State Movement* remettaient en question l'ethnicité de certains groupes ethniques dans cet état hypothétique. Selon eux, les Itsekiris et Akodo-Edo ne pouvaient être considérés comme Yoroubas et devaient donc faire partie de ce nouvel État. Ici est illustré clairement ce que Toyin Falola a qualifié de « solidification des groupes ethniques » au Nigeria pendant cette période. A chaque groupe ethnique devait correspondre des frontières régionales [Falola et Heaton, 2008, p. 150].

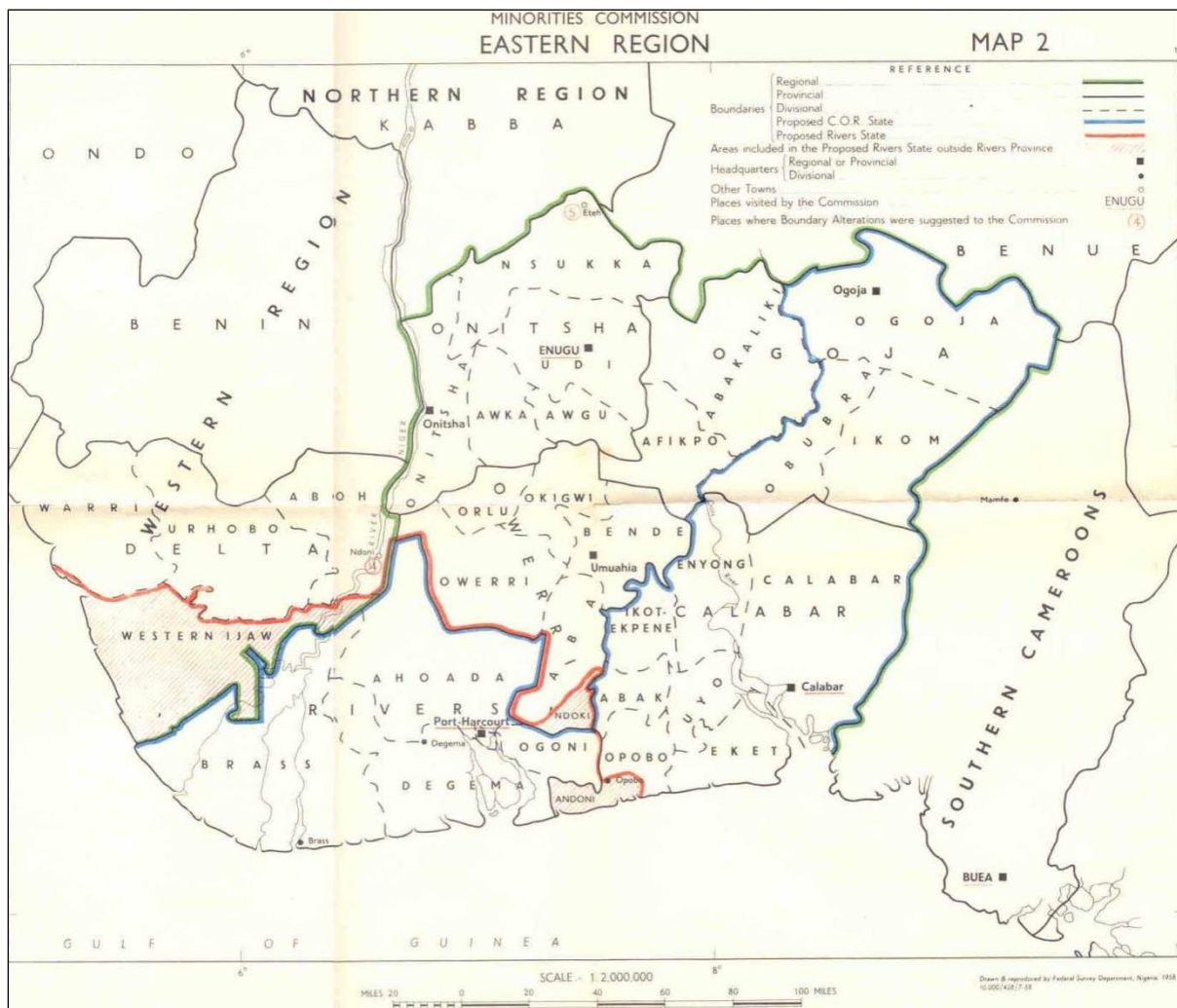
La commission Willink dans ses considérations sur le devenir de ce nouvel État reconnaît les difficultés pour déterminer sa taille. Devrait-il inclure toutes les populations n'étant pas yorouba ? Cet état serait donc symétriquement opposé à la Région de l'Ouest diminuée. Il ne serait pas « ethniquement homogène » – selon les termes employés dans le débat - mais existerait bien plus en réaction à la domination yorouba. Le débat sur l'ethnicité supposée des Itsekiris et Akodo-Edo est à cet égard révélateur. Le simple fait qu'il puisse y avoir une incertitude sur la question parmi les enquêteurs de la commission et les personnes interrogées révèle la complexité de la question d'une part, et la vision ethno-politico-religieuse du Nigeria d'autre part.

Le questionnement sur les frontières régionales du Nigeria illustre bien les limites du concept même de groupe ethnique tel que pensé par les Britanniques dans les années 1950. Le débat sur les frontières au Nigeria s'opère non pas parce que les groupes ethniques auraient voulu « corriger » les découpages coloniaux mais bien parce que les découpages coloniaux sont jugés nécessaires pour empêcher la domination d'un groupe sur un autre. En d'autres termes, ces États devraient-ils isoler des groupes ethniques reconnus comme tels par le colonisateur britannique ou bien devraient-ils consacrer la naissance d'un équilibre fédéral non-ethnique ? C'est toute cette question qui est au cœur des décisions de la commission sans être clairement énoncée.

Cette nouvelle Région *Mid-Western* devrait-elle regrouper seulement les populations parlant Edo ? Une grande Région *Mid-West* aurait plus de poids dans la fédération qu'une petite Région *Mid-Western*. Toutefois la commission souligne aussi la situation des minorités dans ce nouvel État serait encore plus aggravée que dans la Région de l'Ouest. Paradoxalement pour la commission, la Région existante contient plus de minorités mais n'en stigmatise aucune. Une nouvelle Région « accentuerait et soulignerait les divisions tribales » [Willink, 1958, Part II, p. 32].

Le gouvernement de la Région de l'Est du Nigeria reconnaît quant à lui la possibilité de créer de nouveaux États fédérés à l'intérieur de ses frontières. Cependant, ces États doivent obéir à quatre critères. Premièrement, ils

devraient bénéficier du principe d'auto-détermination. Deuxièmement, ils doivent être ethniquement homogènes. Troisièmement, les nouveaux États doivent être contigus géographiquement. Enfin, ces États doivent constituer des unités économiques viables. Un nouvel État en particulier pose problème à la région de l'Est. L'État COR (Calabar-Ogoja-Rivers) basé, aux dires de ses soutiens, sur l'ancien empire efik de Calabar et la province d'Ogoja représenterait un « L » inverse au sud-est du Nigeria et ne serait pas ethniquement cohérent. Le problème des minorités se poserait une fois de plus. Mais comme la commission le déclara prophétiquement : « La situation pourrait changer si le pétrole dont l'exploitation vient de commencer se révèle en grande quantité : mais nous ne sommes pas encore certains de l'étendue et la valeur des réserves » [Willink, 1958, Part III, p.49].



Carte de la Région de l'Est et des découpages régionaux potentiels (1958)<sup>6</sup>

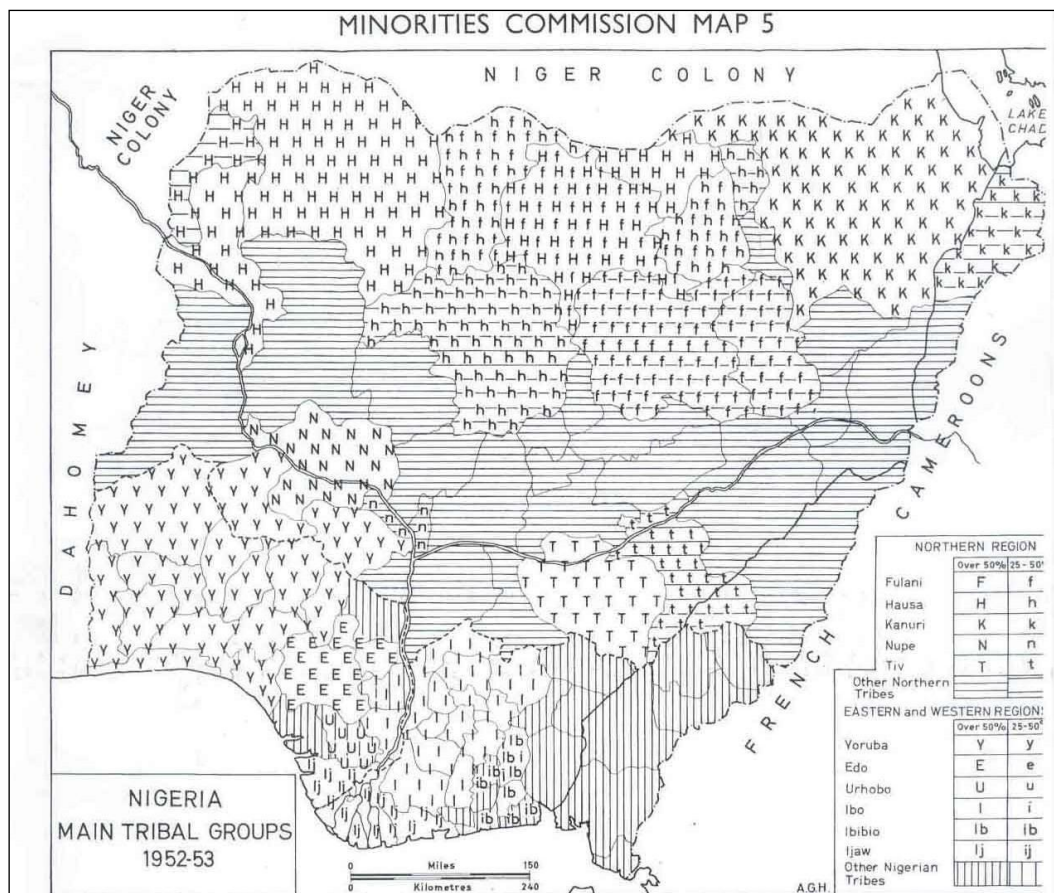
La carte reproduite ci-dessus illustre les différents débats concernant la région de l'Est. La première remarque qu'il serait possible de faire est qu'il existe des projets concurrents au sein même de la région. Les partisans de la création des Régions ne sont donc pas tous d'accord sur les différentes reconfigurations territoriales à promouvoir. Par ailleurs, le projet de l'état COR recouperait une partie de l'actuelle Région ouest ou de la potentielle Région *Mid-Western*. Il est cependant nécessaire de considérer cet empiètement sur la région ouest comme une simple réunion des populations ijaws. Deuxièmement, le cœur de la Région de l'Est qui

<sup>6</sup> Toutes les cartes utilisées par la commission Willink dans son rapport sont numérisées et disponibles à l'adresse suivante : [http://gateway.proquest.com/openurl?url\\_ver=Z39.88-2004&res\\_dat=xri:hcpcp&rft\\_dat=xri:hcpcp:rec:1957-047440](http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&res_dat=xri:hcpcp&rft_dat=xri:hcpcp:rec:1957-047440) (27 avril 2010). Documents parlementaires britanniques, Cmnd. 505. Carte reproduite avec la permission de ProQuest. (9 juin 2011).

serait préservé en tant que Région correspond aux zones de peuplement igbo. Les frictions entre ce groupe ethnique majoritaire et les minorités sont ici clairement illustrées en termes spatiaux. La volonté de modification des frontières régionales est donc l'expression de tensions ethniques dans cette Région. Le remodelage des frontières correspondrait donc en façade à une réponse aux tensions ethniques. Cependant, ce remodelage correspond plus à une volonté d'administrer les territoires du delta du Niger de manière plus efficace tant le centre du pouvoir en territoire igbo à Enugu semble physiquement éloigné des territoires ijaw. Qui plus est, la peur de la domination économique igbo semble être l'un des moteurs principaux de ces demandes pour de nouveaux états. Le remodelage territorial correspond donc autant à une tentative de remodelage ethnique qu'à un remodelage socio-économique du futur Nigeria.

Pour la commission Willink, le nord du Nigeria quant à lui pose des problèmes de délimitations de frontières pour les populations yoroubas anciennement tributaires de l'empire de Sokoto. En effet, les populations d'Ilorin et Kabba militent pour leur transfert pour la Région de l'Ouest au nom de l'homogénéité ethnique yorouba. D'autres militent pour la création d'un état du *Middle-Belt* et ce spécialement à Jos où chrétiens et autres minorités religieuses craignent la domination religieuse et politique du nord de la Région. Pour créer cet État du *Middle-Belt*, la commission Willink fut confrontée à un problème propre à la région nord où demeurent de nombreux musulmans et non-musulmans à la veille de l'indépendance.

Cependant les membres de la commission firent face à un problème de taille : « Mais comme les cartes 5 et 6 illustrant la distribution tribale et religieuse le démontrent, il est difficile de dessiner une ligne [pour délimiter l'état du *Middle Belt*]. Dans la carte 3, nous avons montré, autant que possible, la superficie de l'état réclamé par les partisans de l'état du *Middle-Belt* ; mais malgré plusieurs demandes de notre part, nous n'avons jamais pu obtenir une carte montrant clairement où la frontière devrait passer » [Willink, 1958, part IV, p.71]. En effet, les cartes fournies par la commission ne furent pas en mesure de déterminer clairement les limites des États parce qu'il est très difficile de recouper les groupes ethniques et les états potentiels. Les cartes ethnolinguistiques constituaient à la fois des outils de travail pour la commission Willink mais aussi l'aveu d'échec pour toute la perception ethnique de la question régionale au Nigeria.



Carte ethno-linguistique du Nigeria de 1952-1953 utilisée par la commission Willink<sup>7</sup>

#### Les frontières régionales du Nigeria : de la matrice de la fédération à la source constante d'instabilité

Dans ses conclusions, la commission Willink s'est opposée à la création de ces nouveaux États ce que le gouvernement britannique a largement approuvé<sup>8</sup>. Premièrement comme vu précédemment, la difficulté de tracer des frontières restait un obstacle majeur même si les subdivisions provinciales des états auraient pu être utilisées. Qui plus est, la commission a milité pour le *statu quo* pour préserver l'intégrité du Nigeria à l'intérieur de ses frontières une fois l'indépendance venue. A la place de nouveaux états, la commission recommande la création de « zones spéciales » pour les groupes ethniques minoritaires. Au lieu de créer de nouveaux états pour la fédération, la commission veut mettre en valeur certaines « zones spéciales » au sein même des États fédérés. Cette solution à mi-chemin entre la solution constitutionnelle et la négligence des problèmes des minorités permet seulement de temporiser avant l'indépendance. En effet, la commission constitutionnelle pour le Nigeria réunie à Londres en 1958 convint que la création de nouveaux états était incompatible avec l'accession à l'indépendance du pays en 1960. Les impératifs de l'indépendance ont donc prévalu sur la question des frontières du pays [Akinyele, 1996, p. 81].

En effet, le déséquilibre résultant d'une reconfiguration aurait selon la commission provoqué une forte instabilité du pays. A la peur des minorités devant la domination des trois groupes ethniques majoritaires au

<sup>7</sup> Documents parlementaires britanniques, Cmnd. 505. Reproduite avec la permission de ProQuest. (28 avril 2010).

<sup>8</sup> Voir à cet égard le dossier des Migrated Archives ouvert depuis avril 2013, TNA, FCO 141/13583, 'Nigeria: creation of new states and minority areas'.

Nigeria fait face la peur des Britanniques d'une atomisation du territoire nigérian. En effet, cette commission tenait à assurer le rayonnement de la fédération après 1960 dans un contexte où les anciennes colonies d'Afrique de l'ouest sont devenues indépendantes [Pearce, 1984]. La volonté de voir un Nigeria uni dans un espace encore largement acquis aux intérêts français après 1960 a contribué au maintien de ses frontières internationales. La remise en cause du fragile équilibre politique des années 1950 aurait pu déstabiliser tout le pays et provoqué son éclatement. Par conséquent, la question des frontières dans la commission Willink tient tout autant de l'équilibre politique constitutionnel que de la survie du pays à l'indépendance.

Par conséquent, il serait possible de distinguer plusieurs phases concernant les frontières régionales du Nigeria dans les années précédant l'indépendance.

La première phase pourrait être celle des frontières régionales à la fin des années 1940. En effet, cette première phase correspondrait à la régionalisation du débat politique au Nigeria. Pendant cette première période, les frontières régionales font l'objet d'un enjeu politique au niveau national jusqu'à la mise en place de la constitution fédérale de 1951.

La seconde phase couvrirait la période allant de 1951 jusqu'en 1957, date de la décision de mettre en place la commission Willink. Pendant ces six années, les frontières du Nigeria deviennent un véritable enjeu politique pour la survie-même du Nigeria au sein d'une constitution fédérale. Les frontières régionales semblent pouvoir être remises en cause pour aboutir à un équilibre constitutionnel.

Enfin la dernière phase concernant ces frontières serait la phase allant de 1957 à 1960, où il n'est plus question de remettre en cause les frontières fédérales dans les années précédant l'indépendance du pays. D'un enjeu central du débat, les frontières régionales ne deviennent plus qu'une question qui devra être résolue après l'accession à l'indépendance. Ce renvoi *sine die* de la question des frontières régionales n'occulte cependant pas le fait que cette question demeure fondamentale pour la survie de la fédération du Nigeria. Ce délai illustre les problèmes rencontrés par les Britanniques à la fin des années 1950. Ceux-ci ont dû geler certaines de leurs réformes pour décoloniser plus rapidement. On voit aussi l'importance des débats précoloniaux légués au Nigeria indépendant. Le processus de décolonisation dans toute sa complexité a légué un problème tout aussi complexe au Nigeria indépendant.

## Conclusion

À la veille de l'indépendance du Nigeria, les frontières régionales qu'elles aient retenues sur des critères historiques ou ethnolinguistiques jouent un rôle fondamental dans le processus de décolonisation. En effet, ces dernières se sont trouvées au cœur du débat constitutionnel nigérian parce qu'elles étaient garantes du maintien de la fédération. De la première constitution Richard en 1946 à la constitution Lyttleton de 1954, les frontières régionales sont devenues le squelette de la fédération du Nigeria. Les tensions ethno-religieuses et socio-économiques propres à la colonie du Nigeria se sont alors exprimées en termes spatiaux.

Ce sont ces frontières régionales et non les frontières internationales qui ont concentré le plus de critiques de la part des Nigériens. Le discours sur l'artificialité et la balkanisation de l'Afrique se trouvait donc reproduit au sein-même du Nigeria. Des chantiers entamés dans les années 1950, très peu ont abouti. L'exception la plus notable est celle de Lagos. Les velléités de modifier les autres frontières régionales du Nigeria se sont heurtées à une volonté de décoloniser rapidement le territoire en maintenant un *status quo*.

Les Britanniques ont donc abordé la question des frontières régionales sans jamais la résoudre. C'est une fois que le Nigeria est devenu indépendant que les débats des années 1950 ont porté leurs fruits. En effet, les

frontières régionales ont polarisé le débat politique du pays pendant toute la première décennie postindépendance. Certains projets écartés par les Britanniques se sont alors concrétisés. La création de la Région *Mid-West* en 1963 en est une preuve. L'année 1960, date de l'indépendance du Nigeria joue donc un rôle de point de symétrie dans l'histoire du Nigeria de l'après-guerre. Des craintes exprimées dans les années 1950 vont exploser dans les années 1960. La sécession de la Région de l'Est sous le nom de République du Biafra en 1967 était en partie due à la peur de voir la région du Nord dominer la fédération. Les années 1960 ne firent que confirmer l'importance cruciale de ces frontières pour l'existence-même du Nigeria.

Enfin pour le Nigeria contemporain, ce sont bien les années 1950 qui ont consacré les frontières régionales dans un double rôle paradoxal. Elles ont été perçues comme source du déséquilibre politique alors que leur modification est devenue synonyme de panacée administrative. La multiplication des États fédéraux au Nigeria depuis l'indépendance en est une parfaite illustration. Quand en 1967, 1976, 1987, 1991 et 1996 de nouveaux États furent créés, ce sont des projets dont le principe avait été abordé dans les années 1950 qui ont été entérinés. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'héritage spatial de la colonisation britannique est donc toujours visible à la fois au niveau des tracés des frontières mais aussi des logiques territoriales et des pratiques spatio-politiques.

ADAMOLEKUN L. et BAMIDELE AYO S. (1989), 'The Evolution of the Nigerian Federal Administration System', *Publius*, 19, n°1.

AFIGBO A. (1972), *The Warrant Chiefs: Indirect Rule in Southeastern Nigeria, 1891-1929*, London, Longman.

AKINYELE R. T. (1996), 'States Creation in Nigeria: The Willink Report in Retrospect', *African Studies Review*, Vol. 39, n°2.

AZIKIWE N. (1961), *A Selection from the Speeches of Nnamdi Azikiwe*, Cambridge, Cambridge University Press.

CLARK T. (1991), *A right honourable gentleman: Abubakar from the Black Rock*, London, Edward Arnold.

GEARY W. (1927), *Nigeria under British rule*, London, Frank Cass.

HARNEIT-SIEVERS A. (2006), *Constructions of belonging: Igbo Communities and the Nigerian State in the Twentieth Century*, New York, University of Rochester Press.

HAWTHORNE W. (2013), 'States and Statelessness', in PARKER J. et REID R. (dir.), *The Oxford Handbook of Modern African History*, New York, Oxford University Press.

HIRIBARREN V. (2015), *A History of Borno: Trans-Saharan African Empire to Failing Nigerian State*, London, Hurst.

KIRK-GREENE A. (1980), 'The Thin White Line: The Size of the British Colonial Service in Africa', *African Affairs*, n°79.

KIRK-GREENE A. (2006), *Symbol of Authority: The British District Officer in Africa*, London, I.B.Tauris.

LAST M. (1996), 'Le Califat de Sokoto et Borno', in AJAYI J. F. A. (dir.), *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Présence Africaine.

LAST M. (2005), '1903 Revisited' in YAKUBU M., JUMARE I. M. et SAEED A. G. (dir.), *Northern Nigeria: A Century of Transformation, 1903-2003*, Kaduna, Arewa House.

LEFEBVRE C. (2011), 'La décolonisation d'un lieu commun. L'artificialité des frontières africaines : un legs intellectuel colonial devenu étendard de l'anticolonialisme', *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°24.

- LEFEBVRE C. (2015), *Frontières de sable, frontières de papier: Histoire de territoires et de frontières, du jihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIXe-XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- LYNN M. (2001), *British Documents of the End of Empire: Nigeria: part I Managing Political Reform 1943-1953*, London, H.M.S.O..
- LYNN M. (2001), *British Documents of the End of Empire: Nigeria: part II Moving into Independence 1953-1960*, London, H.M.S.O..
- NICOLAS G. (2002-3), 'Géopolitique et religions au Nigeria', *Hérodote*, n°106.
- OLANIYAN R. (dir.) (2003), *The Amalgamation and Its Enemies: An Interpretive History of Modern Nigeria*, Ile-Ife, Obafemi Awolowo University Press.
- PEARCE R. (1984), 'The Colonial Office and Planned Decolonization in Africa', *African Affairs*, 83, n°330.
- PERHAM M. (1962, 1ère édition 1937), *Native Administration in Nigeria*, London, Oxford University Press.
- PRESCOTT J. (1971), *The Evolution of Nigeria's International and Regional Boundaries: 1861-1971*, Vancouver: Tantalus Research.
- SKLAR R. (2004, 1ère édition 1963), *Nigerian Political Parties, Power in an Emergent African Nation*, Asmara, Africa World Press.
- THOM D. (1975), *The Niger-Nigeria Boundary 1890-1906: A Study of Ethnic Frontiers and a Colonial Boundary*, Athens, Ohio University Center for International Studies.
- WILLINK H. (1958), *Nigeria: report of the Commission appointed to enquire into the fears of minorities and the means of allaying them*, London, H.M.S.O. [http://gateway.proquest.com/openurl?url\\_ver=Z39.88-2004&res\\_dat=xri:hcpg&rft\\_dat=xri:hcpg:rec:1957-047440](http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&res_dat=xri:hcpg&rft_dat=xri:hcpg:rec:1957-047440) (consulté le 16 avril 2015).